

Bruxelles, le 25.10.2022
C(2022) 7326 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 25.10.2022

modifiant les normes techniques de réglementation définies par le règlement délégué (UE) 2016/2251 en ce qui concerne la date d'application de certaines procédures de gestion des risques pour l'échange de garanties

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

L'article 11 du règlement (UE) n° 648/2012 (EMIR) a imposé aux contreparties financières qui concluent des contrats dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale, ainsi qu'aux contreparties non financières qui dépassent les seuils de compensation définis à l'article 10 du même règlement, l'obligation de disposer de techniques de gestion des risques qui prévoient un échange de sûretés effectué de manière rapide, exacte et avec une ségrégation appropriée (les «exigences de marge»). Le règlement délégué (UE) 2016/2251 de la Commission relatif aux techniques d'atténuation des risques pour les contrats dérivés de gré à gré non compensés de manière centrale (qui contient les normes techniques de réglementation relatives aux marges) définit plus précisément ces techniques de gestion des risques.

Le règlement EMIR prévoit que les exigences de marge s'appliquent aux contrats intragroupe avec une entité du groupe située dans un pays tiers lorsque aucune décision d'équivalence au titre de l'article 13 n'a été adoptée. Les normes techniques de réglementation relatives aux marges ont introduit une date d'application différée de cette exigence afin de laisser à la Commission le temps d'adopter les décisions d'équivalence pertinentes. Cette date d'application différée est actuellement fixée au 30 juin 2022.

Malgré les huit décisions d'équivalence adoptées jusqu'à présent au titre de l'article 13 du règlement EMIR (aux fins de l'article 11), la Commission a indiqué que l'adoption de décisions similaires en ce qui concerne d'autres pays et territoires pour lesquels un tel acte d'exécution pouvait se justifier s'est révélée poser des problèmes et qu'un certain nombre de questions devait être résolu pour que l'on puisse progresser sur ce dossier.

Compte tenu des difficultés à évaluer l'équivalence dans ce contexte et, partant, à adopter les décisions d'équivalence nécessaires avant la date d'application différée, et de la possibilité de conséquences négatives telles qu'une augmentation importante des coûts pour les entités des groupes, les modifications proposées visent à reporter au 30 juin 2025 la date d'application différée des exigences de marge pour les transactions intragroupe fixée par les normes techniques de réglementation relatives aux marges.

2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

La modification proposée vise à adapter certains délais afin de faciliter la mise en œuvre actuelle des normes techniques de réglementation relatives aux marges, et elle présente un caractère limité. En outre, le délai attaché à ces dispositions arrive bientôt à expiration. Compte tenu de leur portée limitée et de l'urgence de la question, conformément à l'article 10, paragraphe 1, des règlements instituant respectivement l'ABE, l'AEAPP et l'AEMF, il aurait été disproportionné que les autorités européennes de surveillance (AES) procèdent à des consultations publiques ouvertes sur ces modifications ou à une analyse complète de leurs coûts et avantages potentiels. L'avis des groupes de parties intéressées de chacune des AES a néanmoins été sollicité.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le présent acte délégué modifie le règlement délégué (UE) 2016/2251 de la Commission.

Les articles 36 et 37 sont modifiés comme suit:

- L'exemption pour les transactions intragroupe transfrontières est prolongée jusqu'au 30 juin 2025 en ce qui concerne les territoires pour lesquels la Commission n'a pas adopté d'équivalence en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement EMIR aux fins de l'article 11, paragraphe 3.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 25.10.2022

modifiant les normes techniques de réglementation définies par le règlement délégué (UE) 2016/2251 en ce qui concerne la date d'application de certaines procédures de gestion des risques pour l'échange de garanties

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux¹, et notamment son article 11, paragraphe 15,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement délégué (UE) 2016/2251 de la Commission² précise, entre autres, les procédures de gestion des risques, y compris le niveau et le type des garanties et des dispositifs de ségrégation prévus à l'article 11, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 648/2012, dont les contreparties financières doivent disposer pour l'échange de garanties (*collateral*), en ce qui concerne leurs contrats dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale.
- (2) L'article 36, paragraphe 2, point a), et l'article 37, paragraphe 3, point a), du règlement délégué (UE) 2016/2251 prévoient une date d'application différée des exigences de marges bilatérales pour les contrats dérivés de gré à gré qui ne sont pas compensés par une contrepartie centrale et qui sont conclus entre des contreparties faisant partie du même groupe, mais dont l'une est établie dans un pays tiers et l'autre dans l'Union. Cette date d'application différée était nécessaire pour faire en sorte que ces contrats dérivés de gré à gré ne soient pas soumis aux exigences de marges bilatérales avant l'adoption d'un acte d'exécution en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012.
- (3) À ce jour, huit actes d'exécution ont été adoptés en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012. Cependant, des efforts sont encore en cours pour analyser tout autre pays ou territoire tiers concerné pour lequel un tel acte d'exécution pourrait se justifier. L'application immédiate des exigences de marges bilatérales pour les contrats dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale et conclus entre des contreparties faisant partie du même groupe mais dont l'une est établie dans un pays tiers et l'autre dans l'Union, en l'absence d'adoption d'actes d'exécution tels que visés à l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012,

¹ JO L 201 du 27.7.2012, p. 1.

² Règlement délégué (UE) 2016/2251 de la Commission du 4 octobre 2016 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux par des normes techniques de réglementation relatives aux techniques d'atténuation des risques pour les contrats dérivés de gré à gré non compensés par une contrepartie centrale (JO L 340 du 15.12.2016, p. 9).

aurait toutefois des retombées économiques néfastes pour les contreparties de l'Union. Il convient donc de différer encore l'application des exigences de marges bilatérales pour les contrats dérivés de gré à gré intragroupe non compensés de manière centrale.

- (4) Il convient, dès lors, de modifier le règlement délégué (UE) 2016/2251 en conséquence.
- (5) Le présent règlement se fonde sur le projet de normes techniques de réglementation présenté à la Commission par l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles et l'Autorité européenne des marchés financiers (les AES).
- (6) Les modifications apportées au règlement délégué (UE) 2016/2251 sont des adaptations limitées du cadre réglementaire existant. Compte tenu de leur portée limitée et de l'urgence de la question, il serait tout à fait disproportionné que les AES procèdent à des consultations publiques ouvertes sur ces modifications ou en analysent les coûts et avantages potentiels. Les AES ont néanmoins sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur bancaire institué en application de l'article 37 du règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil³, du groupe des parties intéressées à l'assurance et la réassurance et du groupe des parties intéressées aux pensions professionnelles institués en application de l'article 37 du règlement (UE) n° 1094/2010 du Parlement européen et du Conseil⁴, et du groupe des parties intéressées au secteur financier institué en application de l'article 37 du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil⁵.
- (7) Afin d'assurer aussi rapidement que possible aux acteurs du marché une sécurité juridique, le présent règlement devrait entrer en vigueur d'urgence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Modifications apportées au règlement délégué (UE) 2016/2251

Le règlement délégué (UE) 2016/2251 est modifié comme suit:

- 1) À l'article 36, paragraphe 2), le point a) est remplacé par le texte suivant:
«a) à partir du 30 juin 2025, si aucune décision d'équivalence pour le pays tiers concerné n'a été adoptée en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012 aux fins de l'article 11, paragraphe 3, dudit règlement;».
- 2) À l'article 37, paragraphe 3), le point a) est remplacé par le texte suivant:

³ Règlement (UE) n° 1093/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/78/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 12).

⁴ Règlement (UE) n° 1094/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/79/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 48).

⁵ Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84).

- «a) à partir du 30 juin 2025, si aucune décision d'équivalence pour le pays tiers concerné n'a été adoptée en vertu de l'article 13, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 648/2012 aux fins de l'article 11, paragraphe 3, dudit règlement;».

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 25.10.2022

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN